



Plan de financement de l'économie française

La première réunion de travail du comité de suivi du plan de financement de l'économie française s'est tenue le 27 janvier 2009 à Bercy en présence de Christine Lagarde, Ministre de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi, qui a dressé un premier bilan du dispositif gouvernemental mis en œuvre depuis le mois d'octobre 2008. Pour rappel, ce dispositif se décline en deux composantes :

- un **apport de liquidités à moyen terme** aux banques via la SFEF (Société de Financement de l'Economie Française). La SFEF intervient en levant des fonds avec la garantie de l'Etat sur les marchés, qu'elle prête ensuite à moyen terme aux banques moyennant un taux d'intérêt et la transmission de créances au titre de garantie ;
- un **renforcement des fonds propres** des banques pour augmenter leur capacité de crédit, via des souscriptions de la SPPE (Société de Prise de Participation de l'Etat) qui est financée par un emprunt public pour un engagement plafond de 40 milliards d'euros.

A fin janvier, 13 banques ont bénéficié de 23 milliards d'euros de prêts auprès de la SFEF, au taux de 4 %. Concernant le dispositif de renforcement des fonds propres des banques, la SPPE a souscrit en décembre dernier une première tranche de 10,5 milliards d'euros de titres super subordonnés (TSS) émis par les 6 principales banques françaises au taux de 8,2 %. Les modalités de la 2^{ème} tranche de renforcement des fonds propres ont été annoncées le 21 janvier 2009. Cette 2^{ème} tranche portera sur un même montant maximum de 10,5 milliards d'euros, les banques pouvant émettre d'ici le 31 août 2009 soit des TSS, soit des actions de préférence sans droit de vote. Moins hybride que les TSS, les actions de préférence sont éligibles au « *core Tier one* ».

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

Le dispositif de médiation du crédit outre-mer

Le dispositif de médiation du crédit a été mis en place dans les neuf collectivités territoriales d'outre-mer dès le début du mois de novembre 2008. Identique en tous points à celui déployé en métropole, le dispositif s'articule autour d'un médiateur départemental, fonction occupée par chacun des directeurs des agences de l'IEDOM et de l'IEOM, et d'une cellule opérationnelle de suivi. Cette cellule est réunie chaque semaine par le Préfet et est composée du TPG et du médiateur départemental qui examinent et orientent les dossiers déposés.

Le dépôt d'un dossier se fait prioritairement au travers de la plateforme internet élaborée pour la circonstance (<http://www.mediateurducredit.fr>).

Sur les trois premiers mois d'activité, une centaine de dossiers a été reçue sur les neuf départements ou collectivités d'outre-mer, dont 46 à la Réunion, 28 à la Martinique et 19 à la Guadeloupe. Plus de la moitié des dossiers acceptés (67) ont été traités (34), avec un taux de succès proche de 50 %.

Publications au Journal Officiel de la République du 31 janvier 2009

- 1 - Saint-Pierre-et-Miquelon, Mayotte, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Wallis-et-Futuna
- l'ordonnance n° 2009-102 du 30 janvier 2009 relative aux informations sur le donneur d'ordre qui doivent accompagner les virements de fonds ;
- l'ordonnance n° 2009-103 du 30 janvier 2009 relative aux mesures de gels des avoirs.

Ces textes rendent applicables dans les COM les dispositions de la loi du 4 août 2008 de modernisation de l'économie déjà en vigueur en métropole et dans les DOM.

2 - Blanchiment de capitaux

L'ordonnance n° 2009-104 du 30 janvier 2009 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment et de financement du terrorisme. Ce texte transpose en droit français la 3^{ème} directive européenne anti-blanchiment.

Publications

1 - Rapport de la mission de réflexion et de propositions sur l'organisation et le fonctionnement de la supervision des activités financières en France

Ce document, établi par M. Bruno Deletré à la demande du ministère de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi, est disponible en téléchargement à l'adresse suivante :

<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/094000030/>

2 - Bilan de la médiation bancaire pour l'exercice 2007

Le rapport est disponible en téléchargement sur :

http://www.banque-france.fr/fr/instit/telechar/services/cmb_bilan_2007.pdf

3 - Pour un développement responsable du crédit renouvelable en France

Ce rapport, réalisé par Athling management pour le Comité consultatif du secteur financier, est disponible en téléchargement sur :

<http://www.banque-france.fr/ccsf/fr/publications/autres/athling.htm>

4 - Rapport annuel du Comité consultatif du secteur financier

Le 3^e rapport du 2007-2008 du CCSF est disponible en téléchargement sur :

<http://www.banque-france.fr/ccsf/fr/publications/rapports/rapport07-08.htm>

5 - Les cartes de retrait et de paiement dans le cadre du SEPA

Ce document, réalisé par M. Hervé Sitruk, est disponible en téléchargement sur :

http://www.banque-france.fr/ccsf/fr/publications/autres/cartes_sepa.htm

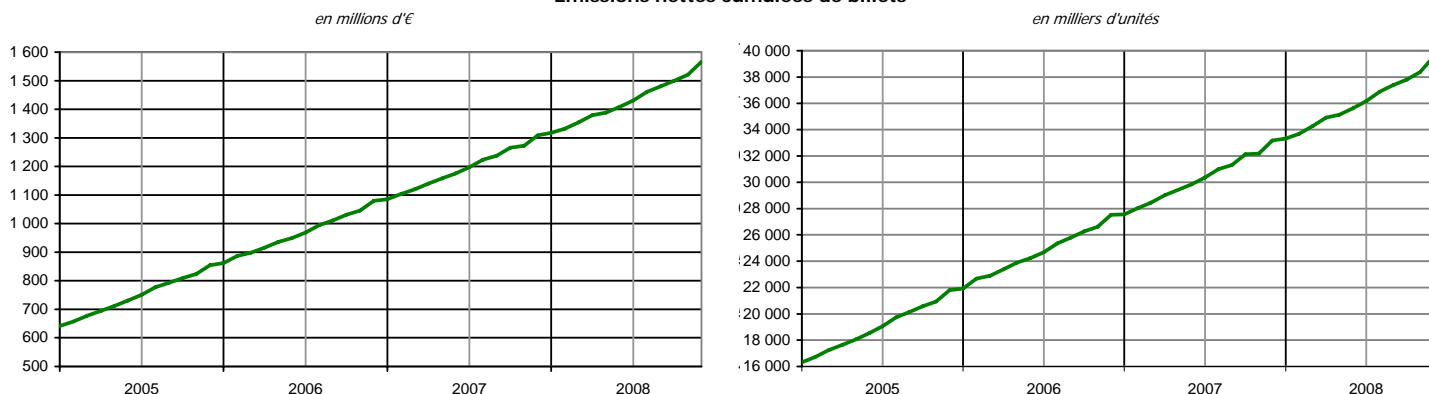
ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Circulation fiduciaire

L'IEDOM, agissant au nom, pour le compte et sous l'autorité de la Banque de France, met en circulation dans les départements d'outre-mer les **billets** qui ont cours dans la zone euro. Au 31 décembre 2008, l'agence de la Guyane a délivré en cumul depuis l'introduction de l'euro, 39,5 millions de billets pour une valeur totale de 1 566 millions d'€ soit une hausse de 16,4 % par rapport à 2007, l'augmentation est néanmoins un peu moins forte que l'année précédente (+17,5 %). Les billets de 20€ représentent 48,4 % du total en volume, alors qu'ils ne représentent que 24,4 % du total en valeur. Inversement, les billets de 100€ représentent 38,7 % de la valeur totale mais 15,3 % du volume total.

Agissant pour le compte du Trésor public, l'IEDOM assure également l'émission de **pièces métalliques** en euros. Au 31 décembre, l'émission nette cumulée de pièces s'élevait à 39,3 millions de pièces euros pour une valeur de 7,2 millions d'€ soit une augmentation de 10,8 % sur un an, contre + 10,4 % en 2007. L'émission nette est donc en augmentation constante. Les pièces de 1 et 2 centimes dont le taux de retour est très faible représentent 50 % du total en volume, alors qu'elles ne représentent que 4 % de la valeur. Inversement, les pièces de 2€ qui ne représentent que 3,7 % du volume total représentent 41,2 % de la valeur totale.

Emissions nettes cumulées de billets



BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Santé : Recrudescence de la dengue et du paludisme

Le dispositif de surveillance épidémiologique montre une recrudescence importante de la dengue et du paludisme. Pour la dengue : elle touchait plus particulièrement les régions de Kourou et de St Laurent mais tout le littoral est concerné par l'intensification du phénomène avec une estimation de 966 cas cliniquement évocateurs pour la période du 05 au 24 janvier 2009 dont près de la moitié confirmés biologiquement. La Guyane était en phase pré épidémique. Le 4 février, le département est passé en phase épidémique. Cette dengue est de type 1. Pour le paludisme : la situation est tout aussi préoccupante avec une augmentation du nombre de personnes qui consultent aux urgences hospitalières pour des syndromes fiévreux. L'ensemble des services de santé est en alerte et mobilise tous les moyens disponibles.

Spatial : « L'année d'Ariane 5 »

Le 7 janvier Arianespace a présenté son bilan pour l'année 2008. Pour la 6^{ème} année consécutive le consortium présente des comptes équilibrés et un chiffre d'affaire de 950 millions d'€ soit 10 millions de plus qu'en 2007. Avec 6 lancements réussis (le dernier étant le 28^{ème} consécutif) et 10 satellites transportés plus l'ATV Jules Verne, Ariane 5 a mis sur orbite plus de 50% des satellites commerciaux lancés cette année. Les perspectives pour 2009 sont très bonnes. 6 à 8 lancements d'Ariane 5 devraient être effectués ainsi que le premier lancement d'une fusée Soyouz depuis la Guyane. 11 à 12 contrats devraient être passés soit encore une fois plus de 50% du marché des satellites commerciaux. Le carnet de commande atteint un nouveau record avec 27 satellites géostationnaires à lancer. Pour sa part, Europropulsion qui construit le moteur de propulsion de la fusée qui sert durant les deux premières minutes de son décollage a fabriqué son 100^{ème} moteur.

Infrastructures portuaires

Au Suriname, la société Traymore du port de Moengo tente de séduire les entrepreneurs maritimes de l'ouest guyanais confrontés à l'impossibilité de livrer leur marchandise par bateaux de gros tonnages à St Laurent. Le projet de dragage du chenal menant à St Laurent et qui pourrait permettre de transformer le port fluvial de l'Ouest en port maritime capable d'accueillir des bateaux de plus grande capacité est toujours au point mort. Ce port maritime pourrait soulager le seul port maritime disponible en Guyane de Dégrad-des-Cannes et constituer un axe de développement pour l'ouest de la Région. Les besoins sont chiffrés à 3 millions d'€ pour la mise en conformité.

Démographie

L'INSEE vient de publier les derniers chiffres du recensement : en 2007 la Guyane comptait 205 954 habitants, soit le département français ayant connu la plus forte croissance démographique en 10 ans (+ 31 %), et une croissance de plus de 3,8 % par an. La ville de St Laurent du Maroni a même connu une croissance de 76 % en dix ans (elle compte 33 707 habitants). Cayenne compte 58 004 habitants (+ 16 %), Kourou 23 813 (+ 27,1 %). La nouvelle méthodologie de recensement de l'INSEE, avec des enquêtes chaque année contre tous les trois ans auparavant, devrait permettre d'obtenir des chiffres plus précis. Selon les premières estimations provisoires de l'INSEE, la Guyane compterait 221 500 habitants le 1er janvier 2008.

CCIG

Le programme d'investissements directs de la CCIG, qui s'élève à 22 millions d'€ pour 2009 sera réparti sur trois grands chantiers. Le premier concerne le port de Dégrad-des-Cannes et prévoit l'élargissement ainsi que l'approfondissement du chenal et du bassin portuaire. De plus, le parc d'activité devrait s'étendre sur 60 ha et une zone franche de 30 ha devrait être créée. Le second chantier est la création de l'espace consulaire de formation qui devrait accueillir un centre de formation des apprentis, une école de commerce et de gestion ainsi qu'une classe préparatoire à HEC. Le dernier concerne l'écologie avec diverses mesures pour transformer l'aéroport de Rochambeau en la première « éco plate-forme aéroportuaire » d'Europe, ou encore la création de la Maison de la forêt et des bois de Guyane.

NTIC

Le câble America's II coupé le soir du 25 décembre a été réparé. Les perturbations qui ont plus touché les communications Internet que la téléphonie ont duré près de trois semaines. La réparation a coûté plusieurs millions d'euros à France Télécom.

Environnement

Après les injonctions de l'Etat et de l'Union Européenne, la décharge de l'Ouest est en passe d'être mise aux normes. En effet, dès le mois d'avril prochain, un centre d'enfouissement doté des technologies les plus modernes sera mis en place. Il aura une contenance de 15 000m³. Le coût global de l'opération est de 2,07 millions d'€ financé à 50% par l'UE. Une réflexion est menée pour installer des systèmes similaires à Grand-Santi et Maripa-Soula.

Lutte contre l'insécurité

La délinquance a globalement baissé en 2008. La délinquance de proximité a diminué de 2,8 %, la criminalité par habitant passe ainsi de 54,5 ‰ incidents contre 83,3 ‰ l'année dernière. L'opération Harpie a permis 423 interventions en 2008 (contre 113 en 2007) et 57 millions d'€ de matériels ont ainsi pu être saisis et détruits. Les accidents de la route ont pour leur part, baissé de 36 % avec 41 % de blessés en moins et 10 % de morts en moins. Il y a eu moins de reconduites à la frontière cette année (8 000 contre 10 000 en 2007) mais d'avantage d'actions contre le travail clandestin (200 opérations soit une hausse de 60 %).

Education : Inauguration du rectorat

Le 28 janvier le nouveau rectorat a été inauguré. Alors que 6 000 personnes travaillent pour l'Education Nationale en Guyane, quatre grands axes de développement ont été évoqués. Le premier sera l'ouverture d'un observatoire de la non scolarisation, afin d'améliorer la scolarisation des enfants qui ne sont pas pris en charge. Dans le même sens, à la rentrée 2009, trois nouveaux lycées capables d'accueillir 2 000 élèves ouvriront leurs portes ce qui permettra de créer de nouvelles filières et d'offrir de nouveaux débouchés. De plus, le rectorat compte développer massivement l'apprentissage avec pour objectif 1 000 apprentis dans les 5 ans. Enfin, l'offre de formation à bac + 2 notamment les BTS sera renforcée.

LES INDICATEURS DE REFERENCE

	Données brutes	Δ % mois précédent	Glissement annuel	
Prix (Source : INSEE)	Prix à la consommation (hors tabac) – décembre 2008 (Indice base 100 : année 1998)	119,6	-0,7 %	+ 3,3 %
Emploi (Sources : DDTEFP et ASSEDIC)	Demandeurs d'emploi (DEFM1) - à fin octobre 2008 Indicateur de chômage - à fin octobre 2008 Nb de bénéf. d'alloc chômage (y.c. suspens) – novembre 2008	12 516 20,0 % 5 042	+ 0,3 % + 0,1 point + 1,1 %	+ 7,6 % + 1,4 point + 7,0 %
RMI (Source : CAF)	Nombre de bénéficiaires - à fin décembre 2008 Cumul 2008 des prestations nettes versées	10 107 64,4 M€	- 9,8 %	- 14,5 % - 3,3 %
Commerce extérieur (Source : Douane)	Exportations – septembre 2008 Cumul depuis janvier - à fin septembre 2008 Importations - septembre 2008 Cumul depuis janvier - à fin septembre 2008 Taux de couverture en cumul - à fin septembre 2008	8,1 M€ 78,6 M€ 74,5 M€ 702,4 M€ 11,2 %	- 9,8 % - 26,0 %	- 14,5 % - 13,9 % + 14 % + 13 % -3,5 points

LES SECTEURS D'ACTIVITE

Espace (Source : Arianespace)	Tirs effectués – à fin décembre 2008 Rappel cumul 2007	6 tirs Ariane 5 (1 lancement ATV et 10 satellites) 6 tirs Ariane 5 pour 12 satellites
Riz (Sources : DAF Guyane et Douane)	Production de riz (2 ^{ème} tranche 2008) Cumul année 2008 (1 ^{ère} et 2 ^{ème} tranche) Exportations de riz (cumul à fin septembre 2008)*	5 983 tonnes (- 6,1 % sur un an) 9 704 tonnes (+ 11,9 % sur un an) 4 108 tonnes (- 17,0 % sur un an) pour 2.3 M€ (+ 50,7 %)
BTP (Source : Ciments Guyanais)	Ventes de ciment – décembre 2008 Cumul de janvier à fin décembre 2008	8 752 tonnes (+ 34,9 % sur un an) 97 461 tonnes (+ 12,4 % sur un an)
Pêche (Sources : IFREMER, DAM et Douane)	Prises de crevettes (cumul à fin décembre 2008) Exportations de crevettes (cumul à fin septembre 2008)	1 530,6 tonnes (- 35,2 % sur un an) 986,4 tonnes (- 29,3 % sur un an)
Or (Source : Douane)	Exportations (cumul à fin septembre 2008)	28 M€ (- 24,7 %)
Bois (Source : ONF)	Grumes sorties de forêt (cumul à fin décembre 2008)	71 302 m ³ (+ 27,4 % sur un an)

* données d'avril et mai 08 non disponibles

PRINCIPAUX TAUX D'INTERÊT ET DE CHANGE

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux de soumission minimal des opérations principales de refinancement	2,00%	21/01/2009
Taux de la facilité de prêt marginal	3,00%	21/01/2009
Taux de la facilité de dépôt	1,00%	21/01/2009

Taux d'intérêt légal			Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/02/09)					
ANNEE	2008	3,99%	JO du 23/02/08	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2007	2,95%	JO du 21/02/07	2,50%	2,50%	3,00%	2,50%	1,75%

* hors prime d'Etat

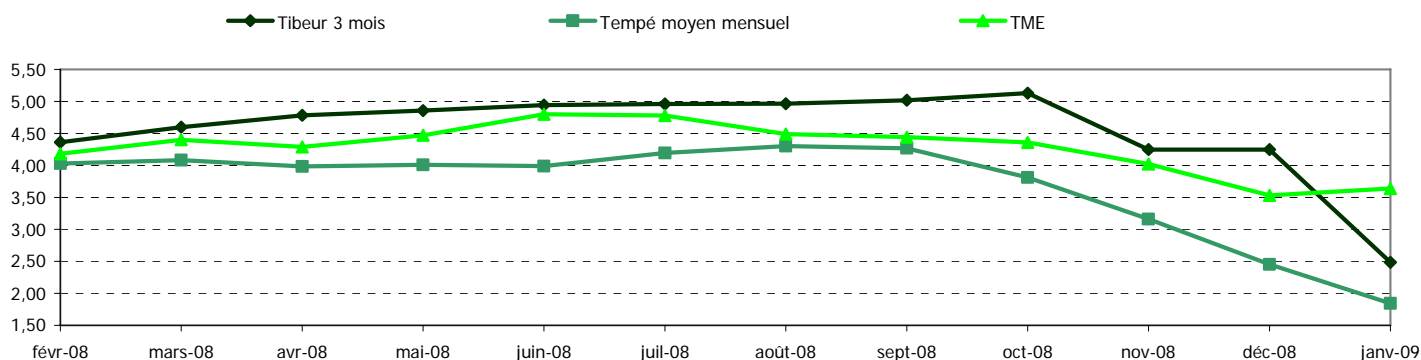
Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)				TIBEUR (janvier 2009)			
Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
3,8125%	3,1616%	2,4511%	1,8404%	2,1690%	2,4830%	2,5660%	2,6480%
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier
4,36%	4,02%	3,53%	3,64%	4,56%	4,22%	3,73%	3,84%

Taux de l'usure (applicable à partir du premier trimestre 2009)

Crédits aux particuliers		Seuils de l'usure	Crédits aux entreprises		Seuils de l'usure
Prêts immobiliers					
Prêts à taux fixe		7,80%			
Prêts à taux variable		7,80%			
Prêts relais		7,72%			
Autres prêts					
Prêts d'un montant < ou = à 1524 €		21,32%			
Découverts en compte, prêts permanents et financement d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1524 € et prêts viagers hypothécaires		21,11%	Découverts en compte (1)		14,55%
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1524 €		9,92%			

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

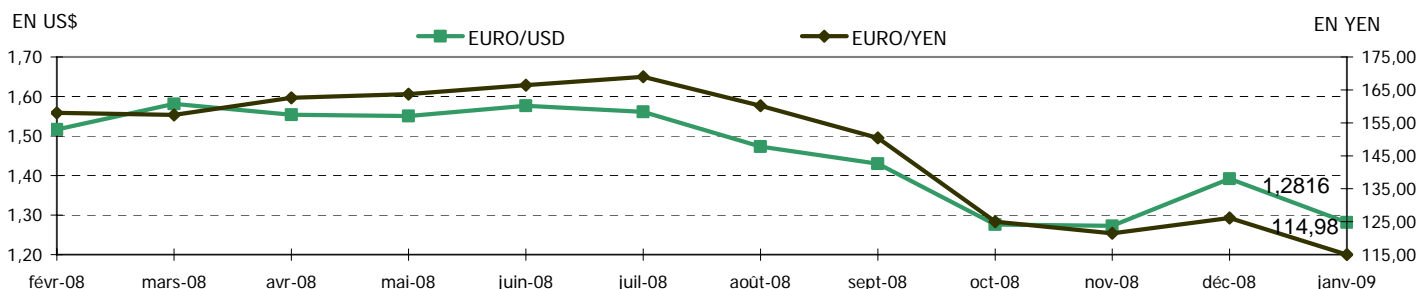
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,2816	EURO/ZAR (Afrique du sud)	13,1411	EURO/SRD (Surinam)	3,54516
EURO/JPY (Japon)	114,9800	EURO/BWP (Botswana)	10,35150	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,31178
EURO/CAD (Canada)	1,5895	EURO/SCR (Seychelles)	21,6722	EURO/DOP (Rép. Dom.)	45,9838
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,89785	EURO/MUR (Maurice)	42,3562	EURO/BBD (La Barbade)	2,5830
EURO/SGD (Singapour)	1,9346	EURO/BRL (Brésil)	2,9640	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	8,04907
EURO/HKD (Hong-Kong)	9,9399	EURO/VEF (Vénézuéla)	2,77323	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2512,96	EURO/XCD (Dominique)	3,46767	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 16 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0429300 MTL	30,1260 SKK